Thème 1 L’informatique et les libertés individuelles

Si c’est gratuit, vous êtes le produit.

Jouets espions ? Février 2017

Qwant ? Alternative Google, 2018

Entreprise crée en février 2013

<3 Confiance à l’ère des plateformes, quelles garanties ? Conseil National du numérique, oct 2017

En économie, une plateforme est un intermédiaire qui crée un marché.

Exemples :

Amazon est une plateforme de commerce en ligne

R BNB plateforme du tourisme

L’app store d’Apple est une plateforme qui met en relation les développeurs d’applications et les consommateurs.

I/ Nos libertés individuelles à l’ère technologique

Source : CNIL

Nos 4 libertés fondamentales

Notre droit à l’anonymat dans nos déplacements, question

De la géolocalisation,

De la vidéo protection

Les dispositifs dits de « vidéoprotection » filment la voie publique et les lieux ouverts au public et sont soumis aux dispositions du code de la sécurité intérieure.

De la vidéo surveillance :

Les dispositifs dits de « vidéosurveillance » concernent des lieux non ouverts au public (locaux professionnels non ouverts au public comme les bureaux ou les réserves des magasins) et sont soumis aux dispositions de la loi « Informatique et Libertés ».

Notre droit à la préservation de notre identité

Définition biométrie CNIL :

La biométrie regroupe l’ensemble des techniques informatiques permettant de reconnaître automatiquement un individu à partir de ses caractéristiques physiques, biologiques, voire comportementales.

Les données biométriques sont des données à caractère personnel car elles permettent d’identifier une personne.

Amazon Rekognition

Pays qui a déployé la technologie biométrique c’est la Chine.

Notre droit à la vie privée

La vie privée, en fait il faut pour être précis dire plutôt « le droit à l’intimité de la vie privée » fait partie des droits civils.  
Les composantes de la vie privée n’ont pas fait l’objet d’une définition ou d’une énumération limitative afin d’éviter de limiter la protection aux seules prévisions légales.  
Les tribunaux ont appliqué le principe de cette protection, au droit à la vie sentimentale et à la vie familiale au secret relatif à la santé, au secret de la résidence et du domicile, et au droit à l’image.

Droit à la transparence

II/ Le protecteur de nos libertés = la CNIL

Commission Nationale de l’Informatique et des Libertés

Crée en 1978

Mission générale de la CNIL

La CNIL « doit veiller à ce que l’informatique soit au service du citoyen et qu’elle ne porte atteinte ni à l’identité humaine, ni aux droits de l’homme, ni à la vie privée, ni aux libertés individuelles ou publiques. »

La CNIL est une Autorité Administrative indépendante car :  
- son statut assure son indépendance vis-à-vis de l’Etat  
- elle est représentée par une personne physique, son président

Intervention Présidente de la CNIL Isabelle Falque Pierrotin

Composition de la CNIL : La commission se compose de 18 membres

Moyens de la CNIL

17,4 millions d’€ de budget en 2014

16 964 049 € en 2016

17 161 536 € de budget en 2017

185 agents à fin 2014

195 agents à fin 2016

198 agents à fin 2017

Un jour le financement de la CNIL, au lieu d’être apporté par l’Etat sera constitué par un prélèvement auprès des entreprises

Missions de la CNIL  
Informer : La CNIL informe les personnes de leurs droits et obligations. Elle propose au gouvernement les mesures de nature à adapter la protection des libertés et de la vie privée à l’évolution des techniques.

Remarques : Dans le cas de la création d’entreprises, la CNIL met en avant le principe du « privacy by design » : prise en compte de la loi informatique et libertés et du RGPD dès la conception du produit ou service

Garantir le droit d’accès

La CNIL exerce, pour le compte des citoyens qui souhaitent, l’accès aux fichiers intéressant la sûreté de l’Etat, la défense et la sécurité publique notamment ceux des Renseignements Généraux et de Police Judiciaire.

En 2017, 4039 de demande d’accès.

Recenser les fichiers

Les traitements de données à « risques » sont soumis à autorisation de la CNIL.

Contrôler

La CNIL vérifie que la loi est respectée en contrôlant les applications informatiques.

La Commission use de ses pouvoirs de vérification et d’investigation :

* Pour instruire les plaintes,
* Pour disposer d’une meilleure connaissance de certains fichiers,
* Pour mieux apprécier les conséquences du recours à l’informatique dans certains secteurs.

Sanction de la CNIL, Acadomia, 2010

Sanction Google 2014

(Non application du droit à l’oubli)

Sanction Facebook mai 2017ù

A la fin 2017 :

* 341 contrôles
* 79 mises en demeure (= ultimatum pour solutionner un problème)
* 14 sanctions

Quelques sanction 2018

Janvier : Darty, 100 000€  
Insuffisance à la sécurisation des données des clients ayant eu recours au SAV en ligne

Juillet : Teemo

Non-respect de la loi informatique et libertés en particulier utilisation illégale de la géolocalisation

Timeo

Réglementer

La CNIL établit des normes simplifiées afin que les traitements les plus courants et les moins dangereux pour les libertés fassent l’objet de formalités allégées

RGPD ? 25 mai 2018

RGPD = Règlement général sur la protection des données

= GDPR = General Data Protection Regulation

Le RGPD a été introduit par l’Union Européenne le 25 mai 2018 pour unifier les approches de la réglementation des données de tous les Etats membres, en veillant à ce que toutes les lois sur la protection des données soient appliquées de la même manière dans l’ensemble de ces pays.

Ma volonté de l’UE est de donner ainsi davantage de clarté aux organisations, quelle que soit leur taille, sur l’environnement juridique qui dicte leur comportement.

OTT = over the top (en contournant le fournisseur d’accès internet, exemple : Netflix)

Avant, le CIL = Correspondant Informatique et Libertés

Après, le DPO = Data Protection Officer = délégué à la protection des données

Le Correspondant Informatique et libertés CIL

Depuis octobre 2005, les entreprises, collectivités locales, les établissements publics, les associations peuvent désigner un correspondant informatique et libertés.

Fin 2013 : 13 000 organismes ont un CIL

Fin 2014 : 14 441

Fin 2015 : 16 406

Fin 2016 : 17 725

Fin 2017 : 18 802

Nombres de CIL en France fin 2017 : 5107

Avantage principal :

Allègement des formalités auprès de la CNIL.

Principales caractéristiques du CIL

Il doit être indépendant :

Pas responsable des traitements informatiques

Il peut assurer d’autres fonctions :

Direction juridique, service qualité

Il doit avoir les qualifications nécessaires

Il peut s’agir d’une personne interne ou externe à l’organisation

Il peut être désigné par plusieurs organisations

Après RGPD, DPO ?

Ce DPO est une sorte de super CIL

Pour les entreprises qui ont un CIL, ce dernier est légitime à occuper cette fonction.

Véritable homme-orchestre, le DPO a toutefois un périmètre plus large.

« Le CIL arrête la liste des traitements et s’assure de leur conformité. Le DPO va devoir, lui, savoir évaluer les risques ».

Ce qui suppose d’avoir une double culture de la gestion des risques et de la conformité mais aussi des compétences en IT et en sécurité

CA Technologies